

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA BACQUER PRODUCTION

Parc Quiminal
22110 Kergrist-Moëlou

Références : GMCF-2025-09-30-1
Code AIOT : 0052201651

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement SCEA BACQUER PRODUCTION implanté PARC QUIMINAL 22110 Kergrist-Moëlou. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA BACQUER PRODUCTION
- PARC QUIMINAL 22110 Kergrist-Moëlou
- Code AIOT : 0052201651
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un élevage de volailles, autorisé pour 184 501 emplacements de poules pondeuses. Il n'y a pas de terres, l'ensemble des effluents est exporté.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Fuite dans le milieu
- Planifiée bassin versant sensible
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais ⁽¹⁾
3	Traçabilité des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/09/2012, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Défense externe contre	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais ⁽¹⁾
	l'incendie (DECI)	article 13	corrective	
8	Compteur d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
2	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 10/09/2012, article 1
4	Ouvrages de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
6	Défense interne contre l'incendie (extincteurs)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
7	Installations électriques et registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne conserve pas les bons d'enlèvement des effluents. La DECI est présente : **la mise en demeure du 02/01/2023 peut être levée.** Cependant, elle n'est pas référencée par le SDIS. Le compteur d'eau n'est pas relevé mensuellement.

Constats hors points de contrôle :

2 forages sont présents sur le site, mais les têtes de forage n'ont pas pu être contrôlées : l'ancien forage, qui n'est plus utilisé, est situé sous un bâtiment. Le forage plus récent est situé à environ 500 m du site à proximité d'un autre élevage, et séparé de l'exploitation par des parcelles clôturées appartenant à d'autres exploitations. La servitude d'accès à son forage, qui a été perdue par l'exploitant, est en cours de résolution.

L'exploitant a initié des travaux de rénovation sur site, notamment des dalles béton et du réseau d'eau pluviale. Il prévoit également de rénover le poulailler actuellement à l'arrêt (P2), et le hangar de stockage de fientes. Le mode de production ne devrait pas être modifié, cependant il souhaite à terme modifier le mode de gestion des effluents, en envoyant les fientes en brut en méthanisation. L'exploitant a été informé de l'obligation de déposer un dossier modificatif le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricoles située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Années culturales contrôlées lors de la présente inspection : 2022-2023 et 2023-2024. Les DFA sont correctement remplies.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 2 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2012, article 1
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : EFFECTIFS AUTORISÉS : 184 501 emplacements poules pondeuses PRODUCTION AZOTE AUTORISÉE : 73 985 uN / an
Constats : Poules pondeuses présentes en 22-23 : 104 747 Poules pondeuses présentes en 23-24 : 93 977 Azote produit en 22-23 : 45 670 Azote produit en 23-24 : 40 974 (Un des 3 poulaillers est à l'arrêt temporairement)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2012, article 3.3
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : [...] Un enregistrement des cessions [de l'engrais organique produit] est réalisé avec : - les dates de départ, - les références de lot, - la référence de la norme de l'homologation, le cas échéant, - les quantités livrées en tonnes et/ou m3, - le nom du transporteur, - les destinations (nom du destinataire et lieu de destination). A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et/ou le destinataire et éventuellement l'organisme qui assurerait la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation. [...]
Constats : L'exploitant a présenté les factures annuelles de commercialisation des fientes normées, mais il ne dispose pas des bons d'enlèvement. Il a indiqué que le transporteur les conserve.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Veiller à conserver un exemplaire du bon à chaque enlèvement ; obtenir une copie des bons d'enlèvement des années culturales 22-23 et 23-24, et les transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Ouvrages de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. [...]
Constats :

Hangar de stockage des fientes : pas de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Défense externe contre l'incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. [...] Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Article 1 de l'arrêté préfectoral du 02/01/2023 portant mise en demeure de l'installation classée pour la protection de l'environnement SCEA BACQUER PRODUCTION à Kergrist-Moëlou : La SCEA BACQUER PRODUCTION, dont le siège social est situé au lieu-dit « Parc Quiminal » à Kergrist-Moëlou, est mise en demeure, pour l'élevage exploité à la même adresse, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter <u>dans un délai de 4 mois</u> l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que l'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats : Une réserve incendie souple de 120 m³ a été installée sur le site. Cependant, elle n'est pas référencée par le SDIS 22.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Contacter le SDIS afin de faire référencer la poche incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Défense interne contre l'incendie (extincteurs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...] Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...]</p>
<p>Constats : Des extincteurs sont présents sur site. La dernière vérification périodique date de septembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques et registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations</p>

classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques [...] et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : L'exploitant emploie des salariés sur site. L'exploitant a présenté une attestation de vérification des installations électriques, datée du 02/01/24.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Compteur d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. [...]
Constats : L'exploitant surveille sa consommation d'eau tous les jours, mais ne tient pas de registre de relevé du compteur d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place un relevé mensuel du compteur d'eau, consigné dans un registre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois